

JUIN 2021

# PARTISAN

MAGAZINE

EN GUERRE  
CONTRE LE VIRUS  
DES  
LICENCIEMENTS



## PLATEFORME DE LUTTE POUR L'EMPLOI

Publié par  
l'OCML Voie Proletarienne



ocml-vp.org  
contact@ocml-vp.org  
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex



# L'OCML Voie Prolétarienne

Ce que nous sommes,

**Communistes**, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

**Communistes**, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

**Communistes**, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Pour mieux nous connaître : [www.ocml-vp.org](http://www.ocml-vp.org)*

*Pour nous contacter : [contact@ocml-vp.org](mailto:contact@ocml-vp.org)*

*ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex*



L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Prolétarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

# PLATE-FORME DE LUTTE POUR L'EMPLOI

Troisième version,  
intégralement revue et complétée en mai 2021.

**« Les syndicats agissent utilement en formant des centres de résistance aux empiétements du capital. Ils manquent en partie leur but quand ils font un usage peu judicieux de leur force. Ils le manquent entièrement lorsqu'ils se contentent de mener une guerre d'escarmouches contre les effets du système actuel, au lieu d'essayer en même temps de le changer en se servant de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation finale de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour abolir une fois pour toute le salariat. »**

Karl Marx dans *Salaires, prix et profits*, 1865.

## PEUT-ON LUTTER CONTRE LES LICENCIEMENTS? MAINTENIR NOS EMPLOIS?

Aujourd'hui, quand une restructuration est annoncée, ce sont les questions qu'on se pose. Oui, bien sûr, on peut lutter, l'expérience le prouve. Mais il faut lutter **POUR L'EMPLOI**, tout au long du processus **qui prépare l'échéance des licenciements**, contre tous les aspects de l'offensive patronale qu'il s'agisse de l'intensification du travail, de l'allongement de sa durée, de la flexibilité, de la précarité...

L'attaque contre l'emploi a pris une grande ampleur ces dernières années. Elle a entraîné côté travailleurs de nombreuses défaites et pas mal de reculs : des licenciements et aussi des dégradations de conditions de vie et de travail.

Il faut partir de la révolte, de la prise de conscience et des mobilisations que provoque la répétition des vagues de licenciements pour démonter les mécanismes qui y conduisent, susciter et élargir la résistance et construire l'unité des travailleurs.



**Le genre de slogans qui sème la confusion  
et qui remplace la lutte contre le capital  
par la lutte pour une meilleure  
répartition des richesses**

.....

## Ce n'est pas une crise conjoncturelle

Le problème de l'emploi s'est constamment aggravé depuis 50 ans et aujourd'hui il a un caractère **chronique et général** : tous les secteurs d'activité sont concernés, toutes les régions sont touchées. Les vagues de licenciements se succèdent que la conjoncture se dégrade, comme aujourd'hui, ou qu'elle s'améliore, que les entreprises soient en déficit ou qu'elles fassent des profits.

On continue à parler de crise, comme si c'était une mauvaise passe à franchir, mais on n'en voit pas le bout. En fait, cette situation n'a rien d'exceptionnel. Elle ne paraît exceptionnelle qu'en rapport avec la période des reconstructions nationales d'après-guerre qui ont vu une croissance continue et générale pendant 25 ans suite aux destructions massives. Mais, voilà à présent plus de 50 ans qu'on parle de crise, depuis que l'extension des échanges et la concurrence ont accentué la mondialisation de la guerre économique.

Ce n'est pas une crise<sup>1</sup> : c'est le fonctionnement normal, habituel du capitalisme. C'est clair si on se reporte aux deux siècles depuis que dure ce système. Si beaucoup de travailleurs l'avaient oublié et continuaient à attendre un retour de la croissance et du plein emploi, aujourd'hui ils comprennent que ce n'est qu'une illusion.

## Des révoltes nombreuses

Chaque annonce de restructuration, avec sa charrette de licenciements, provoque des réactions d'indignation, de révolte, souvent de violence tout à fait justifiées<sup>2</sup>. Car l'emploi c'est vital : c'est le pain, un toit, mais aussi des amitiés, un rôle social, la vie d'une famille, d'une région. Le licenciement est toujours une grave atteinte à notre intégrité physique et mentale.

Malgré cela, la lutte est difficile, les restructurations aboutissent et se succèdent, parfois jusqu'à la fermeture d'entreprises et la désertification de régions. C'est le défaitisme, même chez les

.....

<sup>1</sup> Mais les crises cycliques du capitalisme existent néanmoins. Elles accentuent alors la guerre économique, la concurrence et son cortège de destructions : licenciements, chômage, précarité, désertification, etc.

<sup>2</sup> Les ouvriers de Cellatex dans les Ardennes, menaçaient de faire sauter leur usine en 2000 avec des bidons d'acide, comme plus tard en 2017 ceux de GM&S dans la Creuse.



militants combatifs. Effectivement, des exemples de luttes ouvrières qui ont empêché la fermeture de leur boîte, il n'y en a pas.

La mécanique du capitalisme est puissante, et l'idée désormais dominante dans le prolétariat, c'est qu'on ne peut rien faire contre ce mouvement de fond. Il faudrait en quelque sorte apprendre à vivre avec licenciements, le chômage et la précarité. Il est clair que la bourgeoisie ne peut et ne veut plus rien lâcher. Elle est décidée à restructurer à fond. Même les luttes les plus dures et déterminées arrivent à peine à limiter la casse, à sauver au mieux un poste sur trois, à arracher quelques primes pour ceux qui ont été épargnés.

Il en résulte un découragement et un fatalisme qui pèsent de plus en plus sur les travailleurs. Après l'explosion, on en vient assez vite à négocier les conditions des licenciements plutôt qu'à s'y opposer jusqu'au bout. Même les actions violentes ne deviennent plus alors qu'un moyen de faire monter les enchères et non de faire échec aux plans patronaux.

Il faut dire aussi que le patronat et L'État ont mis en place tout un édifice juridique pour éteindre la réaction ouvrière. La négociation d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (plus rien de « Social » comme dans le passé) sert à embourber les élus et délégués dans des pinailages juridiques sans fin, et place le centre de gravité de l'activité syndicale dans les discussions à huis-clos et pas dans l'organisation des masses ouvrières dans la lutte. Cela permet aussi de donner un peu de grain à moudre aux syndicalistes réformistes et bureaucrates, qui peuvent affirmer qu'ils ont réussi par la négociation à limiter la casse. La multiplication des Accords de performance collective (APC) et des Accords d'activité partielle de longue durée (APLD) suit la même logique. Le discours patronal, c'est celui du chantage à l'emploi sans complexe : « les suppressions de poste sont inévitables, mais si vous ne voulez pas ce cela soit pire, il faut accepter baisses de salaires, augmentation du temps de travail et des cadences, flexibilité et précarité, dégradation des conditions de travail ».

A l'appui, la procédure de PSE impose de commencer par discuter de la situation économique de l'entreprise (livre I), pour bien faire rentrer dans les têtes qu'il n'y a pas d'autre choix que d'accepter de subir la crise, avant de pouvoir rentrer dans la discussion des conséquences sociales (livre IV).

Et tout cela s'étale sur des mois, voire des années, le temps d'éteindre la combativité ouvrière. La bourgeoisie sait parfois manœuvrer et prendre son temps lorsque l'enjeu est suffisamment important. Ainsi, la privatisation et la destruction des avantages des travailleurs des secteurs nationalisés (SNCF, EDF, RATP) suit un véritable plan qui s'étale sur des années, indifféremment de la couleur politique du gouvernement.

Les plans sociaux se multiplient : certaines boîtes en ont subi plusieurs. Ils consistent à offrir quelques compensations pour convaincre des travailleurs d'être « volontaires » au départ. Ça coûte un peu plus au patron que le licenciement sec, mais il réalise son objectif essentiel, la **restructuration**. Ça rapporte un peu plus au travailleur, mais il renonce à défendre une nécessité vitale, **son emploi**.

À ce moment-là, l'antagonisme apparaît au grand jour : on voit bien qu'on est seulement utilisé en fonction des besoins de l'entreprise, comme une marchandise. Mais on est alors le dos au mur : pas beaucoup de marge de manœuvre face à des échéances imposées. On est conduit à se déterminer par rapport aux propositions du patron, c'est lui qui a l'initiative. Ceci explique l'apparente contradiction entre la force de l'indignation et la faiblesse des résultats.

**Est-ce qu'il n'y a pas d'autre voie que de négocier des primes de licenciement? Est-ce qu'on doit toujours se réveiller trop tard?**



## **Ce qu'on a appris de 50 ans de luttes**

Tout d'abord, le bilan des luttes de ces dernières années permet de comprendre ce qui se passe lors des restructurations et de définir une orientation de défense des intérêts ouvriers, une plate-forme des travailleurs pour l'emploi, contre le plan social du patron pour les licenciements.

Ensuite, ce qu'on voit avec le recul, c'est que le problème de l'emploi n'arrive pas un beau jour, sans crier gare. Il découle de la logique capitaliste, de la guerre économique mondialisée. Les gains de productivité de l'entreprise, de même que l'intensification du travail, la réduction des coûts font apparaître à terme des «sureffectifs». Tout comme le travail déqualifié, répétitif, crée les «inadaptés aux techniques modernes».

**L'emploi, c'est un problème permanent, mais qui n'éclate qu'à certains moments.** La plupart du temps, l'antagonisme entre l'entreprise capitaliste et l'emploi n'apparaît pas; au contraire, il semble que la bonne marche de l'entreprise donne du boulot. Et puis on s'aperçoit que la plupart des mesures qui accroissent la rentabilité aboutissent périodiquement à la nécessité de «dégraissages».

Il n'y a pas une alternative : licenciements ou sacrifices; en fait, on a les deux et ça n'en finira pas. La règle c'est : licenciements + blocage des salaires + flexibilité + précarité<sup>3</sup>. Il faut lutter **contre toute la logique capitaliste** qui conduit à liquider des gens, des emplois, des régions.

**Il ne faut donc pas attendre les restructurations massives,** mais intervenir sur toutes les mini-restructurations qui les préparent, dans tous les domaines qui ont, à terme, des conséquences sur l'emploi : durée et conditions de travail, formation, flexibilité, précarité, sous-traitance de secteurs entiers<sup>4</sup> ... Comme on a une plate-forme salariale, toujours prête et mise en avant à chaque occasion, il faut une **plate-forme emploi**.

.....

3 On se rappellera longtemps de Renault-Vilvorde. Après avoir tout accepté : blocage des salaires, augmentation des cadences, « dégraissages », flexibilité, précarité... Ils ont au final tous été mis dehors. Comme à Continental.

4 Comme la maintenance à Renault Lardy, ou le nettoyage à l'Hôtel Prince de Galles en ce début 2021.

De plus en plus de travailleurs ont fait l'expérience **qu'on ne se sauve pas avec son entreprise** contre les concurrents, fussent-ils japonais, américains, européens, français, du Nord ou du Midi. Les patrons licencient aussi quand ils font des bénéfices, quand ils ont obtenu des gains de productivité, quand ils veulent changer de production et la délocaliser pour des raisons de stratégie industrielle, commerciale ou financière.

De plus en plus de travailleurs ont compris que **les sacrifices d'aujourd'hui ne font pas les emplois de demain**, que la bataille pour la productivité ne peut aboutir qu'à leur défaite. Le problème c'est la guerre économique qui entraîne une dégradation pour tous, quels que soient la boîte, la région, le pays. La concurrence, c'est le nivellement par le bas. On le voit apparaître encore avec l'Europe : au nom de la compétitivité, chaque gouvernement prétend aligner les conditions de travail sur ce qui est le plus avantageux pour le capital chez les voisins, et donc le pire pour nous.

Cette prise de conscience est un point d'appui important pour une mobilisation permanente sur l'emploi, pour remonter des conséquences occasionnelles, les licenciements, aux causes permanentes **dans la gestion capitaliste**; pour refuser le consensus, l'esprit d'entreprise, la concurrence entre les travailleurs, qui ne font que conduire à jeter périodiquement une partie d'entre eux au chômage.

Comme disait un ouvrier dans une lutte pour l'emploi : **« Il va falloir arrêter les règles de ce jeu »!**

## **Une plate-forme pour l'emploi**

Il faut des axes de lutte qui s'attaquent aux causes réelles et permanentes de cette situation et les fassent comprendre à tous les travailleurs, licenciés d'aujourd'hui ou de demain. Des axes qui les unifient dans les luttes au lieu de les pousser vers des tentatives de sauvetage individuel, la recherche du moindre mal et la concurrence entre eux. De ces axes, doivent découler des revendications qui permettent de se battre aujourd'hui, tout en construisant un meilleur rapport des forces et une claire conscience des enjeux.

Ces axes de lutte ne sont pas des solutions au problème de l'emploi **dans cette société** : faire des gains de productivité ne garantit pas le boulot, mais ne pas en faire non plus.

**Mais en luttant aujourd'hui à partir des intérêts et des besoins réels des travailleurs, on peut construire un meilleur rapport des forces, nous unifier au lieu de nous concurrencer, construire l'unité contre la division, comprendre la logique de ce système pour commencer à ne plus le subir. Pour qu'il n'y ait plus de chômage, il faudrait une autre société, un autre rôle pour les travailleurs que celui de marchandise. C'est ce qu'il faut viser, sinon les luttes sur l'emploi ne seront toujours qu'un combat désespéré et sans fin.**

On ne résoudra pas nos problèmes du jour au lendemain, mais on construira une force et une conscience en obtenant des résultats sans doute partiels, mais conformes à nos vrais intérêts. Des résultats, il y en a dans les luttes, sur les reclassements, la réduction des licenciements, la formation interne, l'embauche de précaires. Ils sont insuffisants et jamais définitifs, mais c'est déjà un autre destin pour les travailleurs que celui de marchandise que les patrons consomment puis dont ils jettent l'emballage.

Il y a deux situations auxquelles doit répondre une plate-forme : celle de l'annonce des licenciements et d'un plan social; mais aussi celle qui vient avant et qui prépare cette échéance.



## **ON N'A RIEN À GAGNER D'UN PLAN SOCIAL! NON AUX LICENCIEMENTS!**

*Le plan social tire son efficacité, pour le patron, des divisions et des illusions qu'il accentue.*

### **Des situations différentes**

La menace sur l'emploi est vécue différemment suivant l'âge, la qualification, la nationalité, la situation de famille... Suivant les cas, elle se traduit par le soulagement de la préretraite, l'occasion de changer de boulot dans de bonnes conditions, d'avoir un pécule;

mais c'est aussi pour certains l'antichambre de la misère et de l'exclusion sociale. Il divise enfin ceux qui sont sur la liste des départs programmés de ceux qui restent, pour cette fois, pour quelque temps... De même qu'il isole telle boîte dans un groupe, dans une région, pour des fermetures échelonnées.

### **Des solutions individuelles?**

Quand le plan est mis en place, chacun est renvoyé à la solution la meilleure pour lui. Les officines spécialisées dans le débauchage orientent les «candidats au départ» vers des démarches individuelles (le fameux PDV, Plan de Départ Volontaire) et isolent soigneusement chaque cas.

Il s'appuie également sur des aspirations à la formation, à se tirer de l'usine, à l'indépendance (création d'entreprise), au fric, au repos, toutes aspirations étouffées dans la boîte et qui paraissent réalisables avec l'aide du plan social. Il affaiblit la lutte aussi dans la mesure, ou il attire ceux qui sont le plus à même de l'utiliser, et parmi eux souvent des militants.

Le gros morceau, c'est le plus souvent **la prime**. C'est ce qui est le plus facile à faire changer, et cela a été plusieurs fois le cas. Pas étonnant que le patron lâche là-dessus. C'est aussi le plus facile pour lui : il paie (souvent avec l'aide de l'État!) et il se débarrasse des gens. Mais de toute façon, les sommes obtenues restent dérisoires par rapport à la perte du boulot. Seuls s'y retrouvent ceux qui se réembauchent rapidement, à condition de ne pas trop perdre dans le changement (salaire mais aussi prime d'ancienneté) : **c'est une minorité**.

Prendre une position de lutte pour l'augmentation de la prime (« *vendre sa peau le plus chère possible* »), exiger deux mois de salaire par année d'ancienneté au lieu des 1/10<sup>e</sup> de la Convention Collective, que la classe ouvrière ne se fasse pas jeter comme un chien, c'est important. Mais, en fait, c'est accepter le principe de la restructuration, du plan social et des licenciements. La lutte pour l'emploi est abandonnée au bénéfice d'une compensation illusoire. Ce n'est qu'après qu'on voit les dégâts : chômage longue durée; dégradation psychologique<sup>5</sup> ; etc. Pire, pour l'avenir, c'est la dispersion du collectif de lutte qui s'était constitué sur l'entreprise.

.....  
5 C'est ce qui s'est passé à Chausson Creil. On lira avec intérêt un petit livre qui en parle : « *Perte d'emploi, perte de soi* » de Danièle Linhart aux éditions Eres.

## **La solution de la formation?**

Après des années pendant lesquelles la grande majorité des travailleurs en ont été tenus à l'écart, voilà qu'on leur fait miroiter des qualifications nouvelles et en plus c'est à eux de choisir. Au final nous chantent-on, les restructurations seraient une chance, une opportunité de se reconvertir vers des métiers d'avenir – et la formation en serait le moyen magique.

Encore une fois, **pour la majorité, c'est bidon**. La plupart des formations sont conçues pour des cadres, certains techniciens comme pour la maintenance. Rares sont ceux qui peuvent changer de métier ou se qualifier à partir de telles formations. Il faudrait des cours progressifs et sur une durée hors de proportion avec ce qui est proposé dans les reconversions. Quant aux « bilans de compétences », aux stages de « remise à niveau » ou de « connaissance de soi », ils ne débouchent pas sur une qualification et ont souvent servi à « démontrer » aux licenciés à quel point ils étaient dépassés et incapables de suivre une véritable formation. **Ces propositions sont avant tout un moyen de faire signer les gens, un mirage pour une vie meilleure.**

Depuis 50 ans, l'expérience a été faite : la crise capitaliste touche tous les secteurs et tous les métiers et aucune formation ne garantit un reclassement et un avenir. Les vagues de restructurations s'enchaînent les unes derrière les autres, et la formation n'est pas du tout le miracle annoncé. Juste une illusion pour faire passer la pilule des PSE et des licenciements.

De plus, les capitalistes eux-mêmes n'y croient plus. La formation professionnelle en entreprise est réduite comme une peau de chagrin, la formation s'est transformée en DIF, puis en CPF avec des droits de plus en plus réduits, et désormais quasiment l'obligation individuelle de payer soi-même en partie ces formations très coûteuses.

## **Les mutations et reclassements?**

Dans le cas de fermeture ou d'arrêt important de production l'unique alternative c'est de lutter pour l'emploi sur place à tout prix ou un emploi au prix d'un déplacement. Quand une production est arrêtée, le rapport de force est très défavorable et refuser les reclassements serait démobilisateur, car c'est très souvent le chômage sans perspective.

Il est vrai que c'est une faille dans la lutte, un ferment de division, le début de l'accomplissement du projet patronal. Mais **ce qu'on défend c'est l'emploi**, notre survie de prolétaires, ici ou ailleurs (sous condition) et non pas telle ou telle production ou tel ou tel site industriel comme le font le PC ou la direction de la CGT complètement imprégnés de la défense de l'emploi industriel (capitaliste). C'est encore plus vrai dans le cas de désertification d'une région, de restructuration massive : **il faut alors exiger le maintien des emplois sur place**. Et encore plus vrais pour les emplois déqualifiés, d'ouvriers à la chaîne, de l'automobile, l'alimentaire, du textile ou autres.

D'autre part, on ne supprime pas la division en refusant les reclassements. Il faut lutter pour le maximum de reclassements, collectivement à des échéances communes, dans les meilleures conditions. C'est une mesure que l'on ne peut refuser a priori.

## **Se mettre à son compte?**

C'est l'illusion la plus répandue. Toucher le pactole, acheter une voiture pour faire taxi, reprendre un commerce (café, épicerie), créer son entreprise pour les plus qualifiés (électricité...). Le rêve d'échapper au capitalisme, à la dictature d'entreprise, à l'arrogance des petits chefs, de pouvoir enfin travailler « pour soi », comme on a envie.

La réalité se charge très vite de se rappeler au bon souvenir de tou.te.s. Uber et autoentrepreneurs, nouvelle forme d'esclavage. Taux de faillite considérable des nouvelles entreprises. Baigne des petits commerces où il faut travailler 70h par semaine pour seulement survivre, quand la concurrence ou une pandémie ne vient pas tout foutre en l'air.

Ah, bien sûr, il y a les quelques retraités chanceux qui vont toucher le pactole et partir au pays ouvrir un petit commerce. Encore faut-il avoir envie d'y retourner définitivement... et c'est rarement le cas. Et ces quelques cas ne sont là que pour faire miroiter un mirage en laissant croire à une issue individuelle.

Mais le capitalisme ne s'arrête pas à la porte des usines. Il envahit toute la société, de la cave au plafond, et la révolte des Gilets Jaunes a montré la réalité de ce qu'il en était. Nouvelles crises, nouvelles mesures de restructurations imposées, et cette fois subies seul.e face aux banquiers ou à L'État.



## **Les retours des immigrés au pays?**

Vieux rêve de la droite la plus réactionnaire, ils ne sont plus guère choisis. Là aussi, des illusions sont tombées. Il faut réaffirmer sans aucune hésitations le droit pour tous ceux qui le désirent de rester et de garder leur emploi.

## **Les préretraites?**

Tout en sachant que les conditions n'en sont pas bien souvent satisfaisantes, qu'on ne peut les faire changer à partir d'une seule boîte, que la lutte en est affaiblie, c'est très difficile de s'y opposer actuellement, même si ce sont véritablement des suppressions d'emplois. A part bien sûr, le soutien à ceux qui ne voudraient pas partir et subiraient des pressions. Face au risque du licenciement, avec l'usure physique et le ras-le-bol d'un travail sans intérêt, la préretraite est attendue par tous. Ce qu'il faut avancer, c'est l'exigence d'une retraite pleine et entière : au patron de payer l'usure dont il a profité. Mais attention, aujourd'hui, elles se feront de plus en plus rares ; et dans de plus en plus mauvaises conditions. Et exiger l'embauche pour remplacer les postes ainsi menacés.

**Au total, sauf pour les préretraites et, sous condition, les reclassements, il n'y a ni solution, ni compensation au licenciement que l'on puisse accepter dans un plan social.**



## **LES SOLUTIONS « RÉALISTES », MAIS BIDON**

### **Améliorer le plan social?**

Le plan social est un bon terrain pour ceux qui veulent cogérer le capitalisme, mais sur lequel se retrouvent aussi ceux qui, ne voyant pas la possibilité aujourd'hui de faire échec à une restructuration, pensent construire un rapport des forces en luttant pour l'amélioration des propositions patronales, pour « éviter le pire ». Elles paraissent accessibles et répondent à certains vœux des travailleurs : il y aurait donc la possibilité de s'appuyer sur le plan social (même si on ne le signe pas) pour réussir une mobilisation.

Peut-on, en partant d'une lutte pour l'amélioration du plan, renverser le rapport des forces et passer ensuite à une lutte plus offensive, pour l'emploi? L'argument en faveur de cette démarche c'est de partir de ce qui existe. Il paraît accessible aujourd'hui et correspond au choix tel qu'il se présente concrètement aux travailleurs faute d'alternative crédible : qui la préretraite, qui la grosse prime, qui la formation qualifiante... En d'autres termes, on veut alors ne pas avoir un objectif trop ambitieux **et contourner** le fatalisme et le découragement qui démobilisent.

Mais en fait, c'est la **logique même du plan social : il divise et affaiblit le collectif des travailleurs**. D'abord, quand il n'y pas fermeture, il divise les licenciés des autres. Mais aussi parmi ceux qui sont visés : dès que la préretraite est accordée, que des garanties sont offertes à certains (en fonction de l'âge par exemple), que d'autres ont signé ou sont mutés, **les situations particulières** prennent le dessus. De sorte que, si l'annonce de suppressions d'emplois provoque souvent des mobilisations importantes, celles-ci retombent dès la mise en œuvre du plan social. Et si elles se prolongent, c'est sur un objectif comme la prime de licenciement et c'est accepter l'échec par avance.

**On ne bâtit pas l'unité sur des revendications éclatées, en s'appuyant sur les différences entre travailleurs.**

Sur une revendication salariale, tout le monde est uni autour de la feuille de paie. Sur l'emploi, il n'y a rien d'évident et l'unité est fragile. Pour chacun, l'emploi ce n'est pas une question de pourcentage d'augmentation plus ou moins important ou de différence de catégorie, c'est tout ou rien, c'est le maintien ou l'exclusion dans le collectif de travail. **Il faut donc un niveau de conscience et de solidarité plus élevé.**

C'est bien cet objectif-là, le maintien de l'emploi, qui unifie le mieux et qui correspond aux intérêts réels des travailleurs. C'est donc autour de lui que l'on pourra construire un rapport de forces significatif.

Mais ce n'est pas seulement pendant la période de réalisation de la restructuration qu'on y parviendra. A ce moment-là, c'est **NON AUX LICENCIEMENTS**. Mais il faut mettre au jour le problème **avant** d'en arriver là, quand il mûrit et concerne tout le monde. L'échéance est inévitable : il faut la prévoir. On doit alors résister et mener des luttes

sur des questions comme la durée et l'intensité du travail, sur la formation, sur la flexibilité et la précarité... Sur toutes les questions liées à l'emploi.

### **Mieux partager les profits?**

C'est un réflexe chez beaucoup de syndicaliste de brandir l'argument des profits engrangés par l'entreprise pour mobiliser contre les suppressions d'emploi; celles-ci n'en apparaissent que plus scandaleuses et injustifiées aux yeux des travailleurs. Ainsi Lutte Ouvrière surfe sur ce sentiment avec son mot d'ordre « Maintien des emplois et des salaires en prenant sur les profits ».

Mais il ne faut pas croire qu'on puisse contraindre les patrons à un partage des profits des entreprises pour augmenter les salaires et maintenir les emplois en cas de crise. Pourquoi? Parce que faire des profits ne suffit pas; rien que pour survivre dans la concurrence, une entreprise doit proposer un **taux** de profit (c'est-à-dire le montant du profit par rapport à l'investissement) « concurrentiel » pour attirer des investisseurs. Attirer toujours plus de capitaux est une nécessité, car il faut grossir toujours plus pour rester dans la course. Et pour cela, les entreprises doivent promettre un taux de profit plus élevé que les autres. L'argument des bénéfices, même s'il paraît mobilisateur

et un appui aux revendications ouvrières, n'offre qu'une perspective à courte vue, et introduit une compréhension fautive du fonctionnement du capitalisme par les travailleurs.

Encore plus grave : par contre coup, il ouvre la porte à l'acceptation de son triste sort quand l'entreprise est effectivement perdante, et déficitaire dans la guerre économique mondialisée... Si on appuie la défense de l'emploi sur l'existence des bénéfices, on est désarmés quand il n'y en a plus...

Les réformistes se prétendent « meilleurs comptables » que les capitalistes, ils sont en plein dans le truc. Ils sortent les chiffres qui les arrangent, oublient la concurrence, et en plus laissent croire qu'avec une meilleure répartition des richesses ce serait le socialisme. Mais le fond de l'affaire, c'est que l'ouvrier restera ouvrier, il aura peut-être un peu plus de sous, mais rien ne changera dans son quotidien d'exploité et de dominé.

### **Les subventions?**

Dans le même ordre d'idée, le fait que les entreprises gavées de subventions publiques se permettent de licencier offusquent énormément dans les syndicats de boîtes confrontées aux suppressions d'emploi. Il n'y a là en réalité rien de nouveau. Il faut comprendre que les entreprises ne licencient pas MALGRÉ les aides de L'État, au contraire les aides d'État sont justement versées POUR aider les entreprises à se restructurer! Et cela ne date pas du CICE, mais existe depuis au moins les années 1950. L'État n'est pas victime de la fourberie des capitalistes, ni même corrompu par eux; il s'agit d'une même classe aux manettes, la bourgeoisie, qui se sert des divers instruments à sa disposition.

Comment peut-on imaginer des subventions publiques au service des prolétaires (comme le fait « l'Appel des TUI » de janvier 2021), alors que le rôle de L'État a toujours été de soutenir les capitalistes dans la guerre économique mondialisée? Bien sûr, il faut dénoncer tous ces cadeaux faits à nos exploités, et la dénonciation des subventions étatiques ou régionales, du crédit impôt recherche des crédits à taux zéro, des tarifs préférentiels pour l'électricité etc. en font partie. Mais pour dénoncer le rôle de L'État dans le soutien aux restructurations et à l'impérialisme, pas pour répandre l'illusion que L'État puisse être neutre et protecteur des travailleurs!



**Affiche de Lutte Ouvrière (trotskyste).**

.....

## Les contre-projets industriels?

C'est évidemment une tentation lorsqu'une restructuration provoque des licenciements, de rechercher des solutions « réalistes ». Elles aboutiraient aux mêmes résultats -- rentabilité, compétitivité --, mais sans les conséquences douloureuses pour les travailleurs.

Si de telles solutions existaient, le patronat n'aurait aucune raison de ne pas y recourir. Mais quand on commence à avancer ce genre de perspectives, c'est déjà se préparer à accepter que ce soit les considérations de bonne gestion capitaliste qui l'emportent sur les intérêts des travailleurs. C'est dans cette logique réformiste que se sont finalement inscrits les Moulinex : acceptant des réductions, des fermetures ici ou là au nom de la sauvegarde de l'entreprise. Jusqu'à sa fermeture totale aujourd'hui!

De même, s'en prendre à la mauvaise gestion du patronat, opposer une autre gestion qui reste dans le cadre de la concurrence et de la rentabilité, c'est masquer les véritables origines des restructurations. Les lois de la concurrence s'imposent aussi au patronat, sauf que lui s'arrange autant que possible pour en faire retomber les conséquences sur nous. Bien souvent ces projets de gestion se font au nom de slogans chauvins. C'est le trop fameux « tartempion vivra », défendu par le soi-disant PCF, qui opposait les intérêts des travailleurs d'ici à ceux de là-bas<sup>6</sup>.

La CGT n'a plus de projet syndical cohérent à proposer aux travailleurs, sinon ces fameux contre-plans industriels supposés proposer une alternative aux restructurations capitalistes, tout en respectant les règles du jeu de la concurrence, du profit, du marché<sup>7</sup>. Contre plan dans le verre industriel, contre plan dans l'énergie, contre plan pour Renault pour relocaliser la sous-traitance (et tant pis pour les ouvriers de Roumanie, de Tchéquie ou de Turquie), contre plan dans la recherche et la santé (SANOFI), contre plan pour un service public du ferroviaire etc. Ce qu'il y a de frappant dans ces prétendus « contre-plans réalistes », c'est que JAMAIS la concurrence mondiale, la guerre économique mondialisée n'apparaissent. Pour

6 C'est une réaction bien souvent spontanée et à court terme qui mène à ça. Une ouvrière de Daewoo regrettait amèrement d'avoir fait le jeu de sa direction et d'avoir peut-être contribué à pousser le concurrent Moulinex à fermer ses portes.

7 Voir l'article du blog « Où va la CGT ? » du 8 octobre 2012 : « Défendre nos emplois, OUI, l'industrie capitaliste NON ! ». Voir <http://ouvalacgt.over-blog.com/article-9-octobre-defendre-nos-emplois-oui-l-industrie-capitaliste-non-11007057.html>

## Un contre-projet qui fleure bon le chauvinisme!

ces réformistes gestionnaires, la crise du capitalisme n'est que la mauvaise gestion financière de quelques patrons avides de profits contre laquelle il est facile de trouver des solutions industrielles pour l'intérêt général. Le capitalisme, ils s'y sont fait, et veulent se présenter en meilleurs gestionnaires, mais ce n'est qu'une mauvaise blague et une impasse.

**On ne peut que rejeter et la gestion (bonne ou mauvaise) et les lois qui la guident si on veut défendre nos intérêts.**



## DES AXES DE LUTTE POUR L'EMPLOI

**Défendre l'emploi, l'intérêt ouvrier et rien d'autre!**

Face aux restructurations capitalistes, à la guerre économique mondialisée, les ouvriers et les travailleurs en général défendent d'abord leur emploi et celui de ceux qui n'en ont pas, ce qui est la condition de leur survie matérielle et psychologique, individuelle, familiale et sociale.



On défend donc l'emploi, quoiqu'il en coûte, « Zéro licenciements ! », avec acharnement, sans se préoccuper de tous les discours des bons gestionnaires qui viennent nous expliquer qu'on n'est pas raisonnables, que la situation est ci et ça, que la concurrence, qu'on va devoir fermer etc. La guerre économique capitaliste mondialisée, ce n'est pas la nôtre et nous ne voulons pas en être la chair à canon !

La défense de l'emploi, c'est la défense du poste de travail, c'est la défense du reclassement dans les mêmes conditions sociales, et ce peut même être la défense de la recherche d'un repreneur, par exemple lorsque la restructuration a pour objectif de fermer une entreprise, après rachat par un concurrent seulement pour récupérer les marchés<sup>8</sup>. Mais attention, on ne rentre pas dans le débat industriel, des « bons » ou des « mauvais » choix, on reste fermes sur la défense de l'emploi et des intérêts ouvriers, sans concilier avec le bon ou le mauvais fonctionnement du capitalisme, une occasion de plus pour dénoncer le capitalisme et son fonctionnement.

### **Sur la durée du travail**

Pour les entreprises, être compétitives c'est notamment augmenter la productivité du travail, automatiser, robotiser. Ce qui tendrait à réduire le temps de travail nécessaire pour la production.

Mais les patrons trouvent plutôt leur compte à licencier : ils se débarrassent des gens les plus usés, ils font pression sur tous les travailleurs qui craignent pour leur place et ils réduisent ainsi leurs coûts salariaux très facilement. Si, pour avoir le même résultat, ils réduisaient la durée du travail, il leur faudrait réduire les salaires en proportion; c'est ce qui se passe en cas de chômage partiel mais ce serait plus difficile à faire avaler en permanence. Aussi **la logique capitaliste transforme l'augmentation de la productivité par du chômage**. Ou alors elle utilise cette menace pour faire du chantage en échange de la création ou de moins de suppressions d'emplois, le patronat nous propose plus de flexibilité, de travail le samedi ou le dimanche.

.....

<sup>8</sup> C'est par exemple le cas aujourd'hui de l'usine Ferroglobe à Château-Feuillet en Savoie. Voir <https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/manifestation-ce-1-er-mai-pour-denoncer-la-fermeture-de-l-usine-ferropem-de-chateau-feuillet-a-la-1619854372>

L'emploi est encore subordonné à l'utilisation des machines, avec une dégradation des conditions de vie et de travail.

C'est dans cette logique que se sont inscrits **les fameux « 35 heures Aubry »**. Derrière une réduction, souvent fictive, du temps de travail se profilait un considérable développement de la flexibilisation du travail et une dégradation des conditions de travail, de vie et de salaire, qui se sont développés depuis les années 2000.

Par contre, pour nous, **réduire le temps de travail reste une revendication centrale**; une réduction sans intensification du travail, sans flexibilité ni perte de salaires, évidemment. Elle a été un axe de lutte dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, et cela au niveau international. Elle a un rôle important et unificateur parce qu'elle est liée à une conception de la vie et du travail ainsi qu'à la place des travailleurs dans la société. L'évolution dans ce domaine est très loin de ce qu'aurait pu permettre les gains de productivité depuis 50 ans. De ce point de vue nous pensons que nous devons revendiquer **30 heures de travail maximum aujourd'hui par semaine**, avec embauches correspondantes.



Réduire le temps de travail, c'est moins de temps à s'user et à être soumis à la hiérarchie et aux cadences infernales. C'est aussi le moyen de faire autre chose : de la formation pour accroître ses connaissances générales et professionnelles, des pauses pour se voir, des réunions pour réfléchir à nos intérêts et s'organiser. C'est du temps pour mieux équilibrer et maîtriser notre vie dans tous les domaines (les enfants, la vie politique, la culture...). Voilà à quoi devrait servir pour une bonne part le progrès technique.



Cette réduction doit se faire sans diminution de salaire, sans flexibilisation ou annualisation du travail et avec embauche des chômeurs. Il y a trop de gaspillages, de parasites, d'inégalités et de privilèges dans cette société pour que ce soit à nous de réduire notre niveau de vie. **« Travailler moins, pour travailler tous »**, mais ça le capitalisme n'en veut pas.

Le premier pas, ce serait déjà le refus des heures supplémentaires. Il faut avoir conscience que c'est une question liée à l'emploi et que pour augmenter les salaires, il faut lutter et non pas se crever davantage.

**L'autre volet de la réduction de la durée du travail, c'est la retraite à 55 ans**, sans aucune condition de trimestres ou d'abattements, qu'il s'agisse des femmes, des sans-papiers ou des carrières incomplètes. Le capitalisme lui-même sait utiliser les pré-retraites, le portage jusqu'à l'âge officiel quand il en a besoin pour valider un plan de restructurations. Et en plus, chacun sait qu'après cet âge de 55 ans, les ouvriers et prolétaires ne travaillent le plus souvent plus, au chômage ou en invalidité.

Reprenons cette revendication aujourd'hui délaissée, défendons notre droit à une retraite décente après une vie d'exploitation !

### **Sur l'intensité du travail**

C'est aussi un moyen d'élever la productivité du travail. L'augmentation des cadences, le « lean management », « l'excellence opérationnelle », les « 5S » et toutes ces nouvelles politiques patronales de gestion de la productivité<sup>9</sup> vont dans ce sens, accentuées avec l'automatisation et l'informatisation des procédés : les politiques patronales organisent le travail et conditionnent l'ouvrier pour en tirer le maximum, l'informatisation contraint totalement le rythme de travail. Le télétravail en est la dernière invention avec son développement massif pendant la pandémie, et les gains considérables de productivité qu'il a permis dans les métiers où il est possible.

.....

9 Dans les restructurations, toutes ces Nouvelles Politiques Patronales (ou Lean Production en anglais, c'est-à-dire la production allégée --- mais pas pour nous !) et les licenciements sont liés. Voir notre brochure : « La production allégée, le prolétaire et le rire et le temps perdu » <http://ocml-vp.org/article766.html>

L'intensification du travail est un moyen peu coûteux d'augmenter la productivité : il est donc très intéressant pour le patron, et particulièrement important dans la guerre économique, d'où toutes les batailles **sur la pénibilité**, aujourd'hui un peu oubliées<sup>10</sup>.

Sur les **cadences**, il y a eu pas mal de résistance, beaucoup moins maintenant avec la menace sur l'emploi. Quand on commence à comprendre où ça mène - **à la réduction des postes** - on peut se dire qu'il est sans doute temps de se remettre à « couler », à refuser les chronos ou (on se modernise là aussi !) à être filmé pour l'analyse des gestes et à boycotter les réunions dans lesquelles on veut nous faire dire comment réduire les temps.

Résistance aussi sur la **polyvalence** qui permet de réduire au minimum les effectifs nécessaires, de les faire coller aux besoins de la production ou des services, sur l'**autocontrôle** qui ajoute le contrôle au boulot qu'on faisait déjà, ou encore sur l'**auto-organisation** qui nous pousse à appliquer nous-mêmes des méthodes qui économisent des emplois.

Contestation enfin de toute la propagande patronale, à travers journaux d'entreprises, séminaires, cercles, qui voudraient nous fermer les yeux sur les conséquences de la gestion capitaliste (interdit de parler salaires et licenciements dans ces réunions) et nous faire croire aux vertus de la compétitivité.

**Toutes ces mesures des nouvelles politiques patronales** s'appuient, elles aussi, sur des aspirations ressenties par les travailleurs (travail plus riche, plus divers, plus de responsabilités, etc...). Mais avec un peu de recul, on s'aperçoit à quel point, loin de les valoriser, elles les briment : le travail devient plus pénible physiquement et psychologiquement. La dépendance est encore plus grande par rapport aux rythmes de travail. Les divisions au sein du collectif de travail se font plus fortes, le pouvoir des cadres se trouve renforcé. **Cela sans davantage de garantie sur l'avenir, bien sûr.**

.....

10 Voir la plaquette réalisée sur le blog « Où va la CGT ? » : « Le Compte Personnel de Prévention de la Pénibilité : support de formation syndicale » <http://ouvalacgt.over-blog.com/2016/11/le-compte-personnel-de-prevention-de-la-penibilite-support-de-formation-syndicale.html>. On peut aussi consulter toute la section de ce blog consacrée à la pénibilité.

**La pénibilité du travail doit être remise au premier plan dans le cadre de la défense de l'emploi, elle use prématurément les corps et les esprits des prolétaires, poussant à une rotation encore plus rapide de la force de travail, d'où précarité et licenciements.**

### **Sur la précarité**

Elle a donné des moyens faciles au patronat pour adapter les effectifs à ses besoins. Les variations de travail sont encaissées par les intérimaires ou par les CDD. Mais cela veut dire aussi que les effectifs en fixe sont calculés au plus juste; d'où les pressions sur l'absentéisme, sur les remplaçants, sur les pauses, sur les changements de poste, sur les horaires flexibles : **précarité des uns et intensification pour les autres vont de pair.**

Parmi les travailleurs, il y a une forte tendance à se sentir protégés grâce à la précarité des autres. Pourtant, quand il y a une restructuration, si les intérimaires partent les premiers, les autres suivent peu après. Les laisser partir, c'est simplement se retrouver en première ligne pour la suite. C'est se comporter comme ceux qui

n'étant pas sur la liste laissent virer les copains en espérant que ça ne leur arrivera pas. C'est ignorer que la précarité n'est qu'une des formes de cette flexibilité qui atteint tout le monde aujourd'hui, qu'il s'agisse des horaires, des salaires, de l'emploi ou du statut. Il faut rejeter toutes les variétés de CDD, encouragées par l'État qui pratique d'ailleurs largement lui-même via toutes les formes de vacataires, contractuels et autres contrats aidés ou même service civique.

Il faut poser en permanence **la question de l'embauche des précaires.** La mobilisation est difficile mais on peut construire une unité en intervenant sur les problèmes spécifiques de ces travailleurs, pour le respect de leurs droits, limités mais tout de même bafoués et sur leurs conditions de travail. C'est devenu un mot d'ordre central dans l'automobile (par exemple à la CGT PSA Sochaux ou Mulhouse) où l'intérim est devenu structurel sur les chaînes, aux postes les plus durs, là où l'intensification de la production est devenue telle qu'un ouvrier fixe ne peut plus tenir et qu'il faut changer d'intérimaire tous les six mois, en renvoyant le kleenex usé chez lui, le dos et les articulations cassées par le rythme infernal du boulot.



## **Sur la sous-traitance et les sans-papiers**

Depuis les années 90, la sous-traitance explose dans tous les secteurs économiques. Elle sert à diviser la classe ouvrière, et à surexploiter sa fraction la plus vulnérable et la moins qualifiée, via des statuts différents, pour augmenter la productivité globale et le taux de profit des bourgeois. Le combat pour la réinternalisation de la sous-traitance et de l'embauche en fixe a peu à peu pris de l'importance, à côté de celui d'égalité des droits, avec comme axe central l'unité des travailleurs et la réunification des collectifs de travail.

C'est dans l'hôtellerie que le combat a été le plus dur, avec les luttes victorieuses menées en région parisienne par la CGT-HPE, qui a arraché la réinternalisation des femmes de chambres dans une quinzaine d'hôtels. Ce syndicat organise par un travail patient depuis des années parmi les couches les plus précaires du prolétariat, principalement les femmes immigrées, et permet la formation et l'éducation d'une toute une nouvelle génération de militantes et de militants sur le terrain, et dans un secteur très difficile du prolétariat. Il met au premier plan le combat de classe et la défense des personnels, mais n'abandonne pas la dénonciation des syndicats réformistes pourris.

En outre, la lutte contre la sous-traitance est également portée par des syndicats ou des associations dans le nucléaire (association Ma Zone Contrôlée), à la SNCF, dans les hôpitaux, dans les télécommunications.

Mais attention, là encore il y a deux voies : ceux qui se battent du point de vue de l'intérêt ouvrier, pour l'unité de la classe, et ceux qui avancent en priorité l'efficacité de la production (capitaliste) et ne revendiquent pour cela que la réinternalisation des emplois essentiels (on voit cela à la SNCF, ou dans le nucléaire). Encore une fois une voie révolutionnaire et une voie de cogestion pour rendre le capitalisme plus efficace... D'ailleurs il y a un paradoxe à savoir que certains très gros monopoles impérialistes (Arcelor, Airbus, PSA par exemple) sont en train (2021) de réinternaliser certaines productions sous-traitantes, mais dans le cadre d'une nouvelle vague de restructurations pour encore une nouvelle fois augmenter la productivité, via la flexibilité, la polyvalence et l'intensification du travail !



### **Femmes de chambres en lutte du palace parisien Park Hyatt Vendôme.**

De la même manière, il faut exiger **la régularisation sans condition de tous les travailleurs sans-papiers**. Leur exploitation est la forme ultime de la précarité et de la flexibilité, une véritable délocalisation interne. Dans le bâtiment, la sous-traitance en cascade s'appuie sur ces ouvriers sur-exploités. La cause des sans-papiers est partie intégrante de la lutte contre la précarité et la flexibilité.

### **Pour la solidarité internationale**

Depuis les années 90, la mondialisation s'est accentuée, et il n'existe plus d'entreprise isolée sur le marché mondial. Les monopoles sont partout, globalisent la production sur toute la planète, délocalisent, au gré de la variation des taux de profits et des conditions d'exploitation ou de la logistique (on le voit avec la pandémie de la COVID19).

C'est un chantage de plus sur l'emploi, avec la menace de délocaliser en Chine, à Madagascar, en Pologne ou ailleurs, et nombre de réformistes rentrent à fond dans ce jeu au nom du fabriquant français, de la défense du travailleur en France, sans se préoccuper de ce qui se passe ailleurs.

Heureusement, des syndicalistes de classes ont compris l'enjeu. La solidarité des syndicats de Renault a été sans faille avec les travailleurs de Bursa en Turquie, ou de Dacia en Roumanie, comme la solidarité des camarades espagnols de PSA Madrid lors de la fermeture de l'usine



d'Aulnay. Les ouvriers de l'aéronautique de la région toulousaine se sont mobilisés largement et à plusieurs reprises pour soutenir la lutte contre les licenciements chez Latelec en Tunisie.

La classe ouvrière est internationale, son avenir ne peut pas être nationaliste et chauvin !

### **Pour l'embauche**

Lutter contre l'intensité, la durée et la flexibilité du travail, c'est améliorer nos conditions de travail et de vie. **C'est aussi exiger l'embauche de chômeurs**, ne serait-ce que pour compenser la réduction du temps de travail, sans qu'il y ait accroissement de son intensité. S'il y a une tendance à mettre de côté les précaires, vis-à-vis des chômeurs c'est carrément l'ignorance ; comme si, une fois qu'un travailleur est licencié, nous n'étions plus concernés par sa situation.

Nos intérêts à nous, c'est de **travailler tous et moins**. Ce qui fait le lien entre tous les axes de lutte avancés ci-dessus et tous les travailleurs. Il s'oppose à la logique capitaliste qui écrase les uns et exclut les autres.

### **Sur la désertification des régions**

Quand les restructurations touchent une région entière, le maintien d'activité est un enjeu important, qui doit permettre de réunir différentes boîtes et de larges couches de la population. Ce n'est pas un projet industriel, c'est une conception du développement régional à laquelle il faut réfléchir. L'exigence de la création d'emplois est la plus importante, pas seulement au plan individuel, mais **pour le maintien d'un collectif, d'une vie sociale, de traditions et d'acquis**. « Vivre et travailler au pays » doit rester un mot d'ordre de mobilisation large.

Il faut exiger **la création d'emplois avant tout licenciement** (une promesse non tenue de Mitterrand à la sidérurgie... il y a bien longtemps). Les collectifs inter-boîtes permettent de mettre en évidence les conséquences globales des restructurations. De tels collectifs, dans la période actuelle, devraient être plus nombreux, quasi-permanents et pour le moins accompagner toute attaque contre une boîte afin d'en montrer les conséquences pour tous.

### **L'écologie, la santé, l'emploi**

Depuis quelques années, l'Écologie est un nouvel argument évoqué par les capitalistes pour justifier les restructurations et les licenciements, par exemple par Total à la raffinerie de Grandpuits : c'est le « Greenwashing ». Qui oserait contester la nécessité de protéger l'environnement ? En réalité, les capitalistes s'en moquent bien. Sous le capitalisme, il n'existe pas de production « propre », pas de « transition écologique » possible, ce n'est qu'un prétexte pour faire avaler une nouvelle phase de restructurations au service des monopoles. Les dégâts sur l'environnement et la santé humaine sont soit délocalisés dans d'autres pays, soit changent de nature.

Exemple de l'énergie nucléaire, certes « décarbonée » (et encore), mais à l'origine du problème insoluble des déchets radioactifs. Ou encore des voitures électriques, et des panneaux solaires, dont la fabrication nécessite de terres rares extraites dans des conditions épouvantables.

**Il faut défendre l'emploi en même temps que l'environnement et la santé des travailleurs et des riverains**. Refuser d'opposer emploi et écologie comme nous le présentent les ultras-productivistes de la CGT ou du PCF d'un côté, les ultras écologistes intégristes de l'autre. Nous sommes pour la mise sous contrôle des industries à risque, la constitution de collectifs regroupant riverains et travailleurs pour protéger à la fois l'emploi et la santé des travailleurs et des populations comme à Lubrizol (Rouen) ou à Mourenx. Les travailleurs ne doivent pas avoir à payer les pots cassés, eux qui n'ont choisi ni ce qu'ils produisent, ni leurs conditions de travail. En réalité, ils sont les premières victimes de la pollution et des toxiques, qui avant de sortir des usines ruinent d'abord la santé de ceux qui y travaillent. On veut opposer riverains et travailleurs, nous devons au contraire mettre en avant ce qui les unit : vivre et travailler dans un environnement sain.

### **La bataille juridique**

Si elle ne doit pas être surestimée (c'est toujours le rapport de force qui fait pencher la lutte d'un côté ou de l'autre), il ne faut pas non plus la sous-estimer. Tout d'abord pour gagner du temps, reculer l'échéance des licenciements pour mieux se préparer à lutter contre. Ensuite pour convaincre ceux qui ne le sont pas encore que seule la lutte commune peut modifier les plans patronaux.



Mais il ne faut pas rêver. La loi, les Codes du Travail et autres, ce sont les règles du jeu que L'État capitaliste a mis en place pour réguler le système. Certes, le rapport de forces joue, mais à la marge car il ne touche pas aux fondements de la propriété privée, de la concurrence et de l'exploitation. Il peut y avoir des succès juridiques, comme à Goodyear ou ailleurs, cela n'a pas empêché l'usine de fermer.

Le mot d'ordre « d'interdiction des licenciements » a aujourd'hui du succès<sup>11</sup>. Il a le mérite de mettre en avant nos intérêts vitaux sans nous soucier de la bonne marche du capitalisme ; c'est bien ce principe que nous devons systématiquement appliquer.

Mais sa limite, c'est de laisser croire qu'on pourrait avoir des « bonnes » lois, au service des travailleurs, en faisant assez pression sur le parlement et le gouvernement. Or, jamais L'État bourgeois, quel que soit le parti aux manettes, ne laissera faire. Son rôle, c'est d'être le quartier général des capitalistes, l'endroit où tout le système est organisé, et il est inimaginable qu'il puisse accepter une telle loi en notre faveur. Interdire les licenciements, c'est attaquer le système capitaliste à son fondement; et on n'y arrivera pas par une loi.

Et bien sûr, aujourd'hui comme hier, tous les réformistes veulent proposer « la bonne loi » qui va garantir l'emploi, symbole d'un capitalisme raisonnable et à visage humain. Aujourd'hui, c'est la France Insoumise qui va proposer une loi pour « interdire les licenciements dans les entreprises qui distribuent des dividendes » (annoncé lors de la rencontre des TUI le 10/04/2021), comme hier (en 2012) les Licenci'elles et Goodyear voulaient proposer une loi pour « interdire les licenciements boursiers »<sup>12</sup>. Aujourd'hui comme hier, l'annonce fera long feu...

**C'est par la lutte de masse organisée dans les entreprises, au niveau régional ou national, que nous pouvons, par nous-même, faire interdire de facto les licenciements aux patrons, sans attendre une loi ; c'est notre manière d'interpréter positivement**

.....  
11 Voir l'article du blog « Où va la CGT? » du 23 janvier 2021 : « Manifestation pour en finir avec les licenciements » <http://ouvalacgt.over-blog.com/2021/01/samedi-23-janvier-manifestation-pour-en-finir-avec-les-licenciements.html>  
12 Voir l'article du blog « Où va la CGT? » du 27 janvier 2013 : « Une loi pour interdire les licenciements boursiers? » <http://ouvalacgt.over-blog.com/article-une-loi-pour-interdire-les-licenciements-boursiers-114794616.html>

ce mot d'ordre. Et c'est pour cela que nous en préférons une version plus radicale et moins ambiguë : « Interdisons les licenciements ! »

Association de salarié-e-s en lutte dans des entreprises ou groupes qui licencient alors qu'ils font des bénéfices

EXIT LES SALARIÉ-E-S 3 SUISSES

Licenci'elles<sup>SS</sup>

**URGENCE !**  
**LICENCIEMENTS BOURSIERS**  
**CHANGER LES LOIS**  
**POUR STOPPER LA MACHINE A LICENCIER**

**RASSEMBLEMENT**

**JEUDI 05 JUILLET**  
**15h30**  
**RDV AU CONSEIL PRUD'HOMMES DE ROUBAIX**

*Venez nous soutenir !*



## **CONCLUSION : LUTTER POUR L'EMPLOI**

**La guerre économique pousse le patronat à une attaque tous azimuts contre les travailleurs.** Ces derniers sont affaiblis par la crainte du chômage et les échecs subis. **Aujourd'hui la pression est permanente et durable.**

La conscience de la gravité de la situation s'est développée surtout sur l'emploi : dans les manifs, c'est aussi l'avenir des enfants qui est évoqué. Il faut donc élever notre capacité de riposte.

Ça ne changera pas tout seul, la situation s'aggravera encore. Le «**tous ensemble et en même temps**», ne marchera que si un mouvement de résistance se reconstruit sur des bases correctes. Ce mouvement, on ne pourra pas le faire naître en faisant abstraction du rapport des forces actuel très défavorable.

Il faut donc dégager des objectifs revendicatifs sur lesquels on peut résister et se battre aujourd'hui, tout en élaborant une alternative à la «règle du jeu» capitaliste. « Il n'y a pas de fatalité » : c'est ce principe qu'a notamment défendu le « Collectif des salariés de l'aéro » (constitué en 2020 au moment de la crise du secteur aéronautique). Collectif exemplaire dans ses mots d'ordres, basés sur la défense sans concession de l'intérêt ouvrier et de l'unité des exploités : « Zéro licenciement », « Zéro baisse de salaire », solidarité entre travailleurs des donneurs d'ordre et des sous-traitants, soutien au mouvement des chômeurs, soutien aux ouvrières licenciées de Latelec en Tunisie...

La sensibilisation actuelle sur la question des licenciements peut être un point de vue de départ si on l'étend aux autres aspects de l'offensive patronale, si on montre le lien entre l'intensification de l'exploitation, la flexibilité, la précarité et le chômage.

Il faut lutter **pour l'emploi**, la préoccupation fondamentale de tous, mais au nom de laquelle sont acceptés des reculs dans l'espoir de conserver son boulot dans les entreprises.

Au contraire résister à toutes les mesures patronales tout de suite, tant qu'on est tous ensemble, c'est le meilleur moyen de ne pas se retrouver divisés, craintifs à l'annonce d'une restructuration et d'avoir au contraire un rapport des forces plus favorable face à un plan social.

C'est pour une bonne part une question de prise de conscience d'une réalité immédiate, proche de nous, mais masquée par une autre réalité, celle de la concurrence capitaliste, entre entreprises, entre pays, qui tend à créer une concurrence entre ouvriers.

C'est dire que les bases existent pour développer une alternative à la guerre économique<sup>13</sup>, **mais cela ne se fera pas spontanément**. Cela se fera contre l'esprit d'entreprise et le consensus national et ceux qui les défendent, notamment dans nos rangs les directions syndicales réformistes.

Ce sont ces objectifs stratégiques qui donnent leurs sens aux résistances que l'on peut impulser aujourd'hui sur les axes de lutte évoqués dans cette plate-forme.

**NON  
À TOUT LICENCIEMENT,  
NON  
AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOI!**

**NON AUX PLANS SOCIAUX!**

**NON AUX EMPLOIS PRÉCAIRES,  
POUR L'EMBAUCHE  
DE TOUS LES PRÉCAIRES!**

**POUR LA RÉGULARISATION  
DE TOUS LES SANS-PAPIERS,  
ET L'INTERNALISATION  
DES SOUS-TRAITANTS!**

**POUR UNE RÉDUCTION  
DU TEMPS DE TRAVAIL  
(32h, 30h, etc.)  
sans diminution de salaires,  
sans annualisation, sans flexibilité,  
et avec embauches correspondantes**

**POUR LA RETRAITE À 55 ANS,  
sans aucune condition!**

.....  
<sup>13</sup> C'est aussi aujourd'hui une guerre sociale contre nos acquis, une guerre sécuritaire contre nos résistances individuelles ou collectives.

.....  
**CETTE PLATE-FORME EST  
1. SYNDICALE, 2. DE POLITIQUE SYNDICALE, ET 3. POLITIQUE :**

*Chacun de ces axes peut nous aider à orienter nos revendications et nos luttes, ils nous mettent souvent en opposition avec des revendications et des dirigeants réformistes, ils construisent l'unité de classe contre le capitalisme dans son ensemble.*

*Ils expriment concrètement la nécessité d'une révolution complète de la société, une lutte d'un autre niveau.*

*C'est pourtant ce « fil rouge », cette ligne politique révolutionnaire, qui guide toutes nos revendications.*

**Il y a le chômage alors que de nombreux besoins sociaux ne sont pas satisfaits. Certains crèvent de ne pas avoir de boulot, alors que d'autres se tuent au boulot. Cette situation absurde pose la question de**

## **« TRAVAILLER TOUS, MOINS, AUTREMENT ».**

Ce mot d'ordre offre à la fois une boussole dans les luttes quotidiennes, et ouvre la perspective d'une autre société. Automatisation et productivité ont fait, et continuent de faire, des bons énormes. La productivité a augmenté de 1000% en un siècle, alors que le temps de travail n'a baissé que de 30%. Le Capital transforme cette productivité en chômage. Face à cela, que faire? Protéger coûte que coûte les emplois idiots, répétitifs et abrutissants? Non.

Il nous faut nous battre pour une autre vie qui ne s'écroule pas lorsque le travail se fait rare, mais au contraire qui libère l'homme du travail avec une réduction massive du temps de travail. Cela le capitalisme ne peut le donner. Mais dès aujourd'hui, nous devons lutter pour avancer dans ce sens. La revendication de la baisse du temps de travail unit tous les prolétaires de tout secteur et de toute nationalité. Elle pose le chômage comme un problème collectif et non de manière corporatiste, en nous rendant tous solidaires. Elle pose radicalement la résolution du premier problème de tous les prolétaires face à la crise : travailler. Réduire le temps de travail, c'est aussi nous offrir du temps de repos et de loisir, mais aussi du temps libre pour nous organiser, réfléchir, nous former, afin de changer la société. La solution n'est pas dans le choix des revendications, mais dans celui des priorités politiques.

Il pourrait être rassurant de croire que le capitalisme puisse être réformé pour devenir durablement équitable. Pas besoin alors de prendre de risque, de faire des sacrifices, cela paraît si facile – il suffirait de voter pour les bons politiciens! Mais c'est impossible : le capitalisme fonctionne de telle manière qu'il ne peut survivre que par l'exploitation toujours plus acharnée des ouvrières et ouvriers, en cherchant toujours plus à baisser les salaires, à augmenter les cadences. Il n'y a pas de « paix » possible avec les exploités.

Quand on prend conscience de cette réalité, il y a deux choix possibles. Soit on l'accepte comme immuable, et on accompagne les restructurations permanentes du capitalisme en espérant gratter quelques miettes, en croisant les doigts pour que ce ne soit pas trop violent, en essayant de s'en sortir individuellement. Ou alors, en constatant qu'il n'y a pas d'issue satisfaisante sous le capitalisme, on réfléchit au changement de société. La Révolution prolétarienne et communiste est la seule issue. Le combat pour l'emploi nécessite une vision claire de la société capitaliste, de l'exploitation, et de la nécessité d'en finir avec elle.

C'est dur, un peu flippant, et pas étonnant que beaucoup d'entre nous soient paralysés. Il n'y a pas de recette miracle, de solution magique face aux licenciements. Tous les réformistes peuvent nous traiter d'extrémistes, mais ils sont bien en mal d'expliquer en quoi leur politique est plus efficace que la nôtre. **Lorsqu'on analyse les choses rigoureusement, le renversement du Capitalisme est en réalité la seule solution crédible pour en finir avec ce monde de misère et de violence.**

Alors, il faut y aller par petit pas, prendre son temps de faire les choses bien. Contrairement à ceux qui espèrent une Grève générale sortie de nulle part qui renversera la table (ce qui n'arrivera pas – ou si elle arrive comme en 68, elle sera récupérée), nous pensons qu'il faut prendre le temps de construire des organisations solides, et de mener une bataille idéologique et politique pour faire progresser la conscience de classe dans les têtes. Il faut être de tous les combats bien sûr, mais oser être à contre-courant, oser défendre l'intérêt ouvrier face à l'exploitation capitaliste, oser s'opposer à tous ces réformistes vendus qui ne nous proposent comme projet qu'un capitalisme à visage humain. Et il faut suivre ce fil directeur sans faiblir. C'est le meilleur moyen de construire à long terme, mais aussi le meilleur moyen d'avoir des résultats à court terme.



**Cette plate-forme est le produit de l'expérience d'une organisation politique. Cette plate-forme de lutte n'est jamais achevée,** elle doit évoluer et s'enrichir des expériences nouvelles (c'est d'ailleurs sa troisième version depuis la première publication dans les années 1990). Se transformer même avec les changements des luttes sociales, nationales et internationales, c'est cela le marxisme vivant!

**Vos remarques, critiques et suggestions seront les bienvenues.**



**Après le virus, la concurrence est encore plus féroce, la guerre économique mondialisée reprend de plus belle, partout dans le monde les monopoles restructurent et licencient.**

**A bas le système capitaliste-impérialiste !**

 <b>FERMETURE !</b>	 <b>2500 EMPLOIS</b>	 <b>22 000 EMPLOIS</b>	
 <b>700 EMPLOIS</b>	 <b>15 000 EMPLOIS</b>	 <b>3000 EMPLOIS</b>	 <b>9000 EMPLOIS</b>
 <b>16 000 EMPLOIS</b>	 <b>13 000 EMPLOIS</b>	 <b>1300 EMPLOIS</b>	 <b>1700 EMPLOIS</b>
 <b>600 EMPLOIS</b>	 <b>3000 EMPLOIS</b>	 <b>5 MILLIARDS D'AIDES 15 000 EMPLOIS</b>	 <b>3000 EMPLOIS</b>
 <b>10 000 EMPLOIS</b>	 <b>7 MILLIARDS D'AIDES 10 000 EMPLOIS</b>	 <b>4500 EMPLOIS</b>	 <b>20 000 EMPLOIS</b>
 <b>5000 EMPLOIS</b>	 <b>35 000 EMPLOIS</b>		

**Non aux licenciements !  
Travailler tous, moins et autrement !**